



Communiqué de presse

PIB romand: redémarrage de la croissance

L'économie romande semble en passe de se remettre du choc de l'abandon, en janvier 2015, par la Banque nationale suisse du cours plancher de l'euro par rapport au franc. Après s'être inscrite à 0,9% l'an dernier, la croissance de l'économie romande devrait remonter à 2,3% cette année. L'an prochain, elle devrait se maintenir à un rythme relativement élevé, 1,9%, selon les prévisions de croissance du PIB romand publiées ce jour par les six banques cantonales romandes, en collaboration avec l'Institut CREA et le Forum des 100 du quotidien *Le Temps*.

Le 23 mai 2018 – Comme l'économie suisse, la Suisse romande bénéficie de la remontée du cours de l'euro par rapport au franc et de l'embellie conjoncturelle sur le plan mondial. L'an dernier a marqué un tournant. Si le franc s'était déjà un peu déprécié depuis janvier 2015, le mouvement s'est accéléré à partir de l'été. Ainsi, depuis début 2017, le franc a perdu environ 10% de sa valeur par rapport à l'euro. Sur le plan international, la croissance mondiale s'est approchée de la barre des 4% en 2017, un niveau qu'elle n'avait plus connu depuis l'énergique rebond qui avait suivi la récession de 2009. Fait réjouissant: cette croissance est bien répartie, elle est portée aussi bien par les économies émergentes que par les pays industrialisés. De plus, l'économie mondiale devrait maintenir son allure cette année et l'an prochain.

Cet environnement conjoncturel favorable permet aux prévisions du CREA pour la Suisse romande publiées dans la 11^e étude sur le produit intérieur brut (PIB) romand de s'inscrire clairement au-dessus de la barre de 1%, autour de laquelle la croissance romande avait oscillé entre 2015 et 2017, et ce aussi bien pour 2018 que pour 2019.

En 2017, le rythme de croissance un peu timide de 0,9% s'expliquait notamment par un premier semestre morose dans le secteur tertiaire, qu'un rebond dans les services financiers et l'hôtellerie-restauration n'est pas parvenu à

La transition énergétique romande

La Suisse romande aborde la Stratégie énergétique 2050 en position favorable. Les enjeux pour la région sont les mêmes que pour le pays: sortir du nucléaire, réduire la dépendance aux énergies fossiles et utiliser mieux l'énergie en limitant les déperditions. Cependant, un climat un peu plus clément, une industrie plus légère et une accélération dans le renouvellement et la rénovation des bâtiments faciliteront l'atteinte des objectifs de la transition énergétique.

L'analyse des impacts de la transition énergétique pour la région est le sujet d'un chapitre de l'étude sur le PIB romand. Les calculs ont été effectués par le Centre Energie de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Concrètement, par habitant, la Suisse romande devra réduire sa consommation d'énergie de 53% et ses émissions de CO₂ de 72%.

Cela implique notamment de réduire l'usage des énergies fossiles (-72%) et d'augmenter celui des énergies renouvelables (+114%). Cependant, les dépenses annuelles liées à l'énergie devraient légèrement baisser (-4%): les investissements dans l'efficacité énergétique seraient compensés par une baisse des achats d'énergies fossiles. La transition devrait aussi avoir un effet net positif (+53%) sur l'emploi dans le secteur de l'énergie et dans des activités directement liées, notamment les transports publics ou la rénovation de bâtiments.



compenser. A l'inverse, la conjoncture romande a été soutenue par les activités manufacturières, en particulier la chimie-pharma, l'industrie des machines et l'horlogerie, qui ont bénéficié de l'amélioration du contexte conjoncturel mondial et de la remontée du cours de l'euro.

En 2018 et 2019, la reprise devrait reposer sur une large assise et des impulsions sont attendues aussi bien en provenance du secteur secondaire que du secteur tertiaire. Les activités manufacturières devraient poursuivre sur leur lancée, grâce à un environnement conjoncturel favorable. Dans la construction, toutefois, la dynamique reste modérée par rapport aux années précédentes. En ce qui concerne les activités de services, le commerce, les services aux entreprises et les activités immobilières, les services publics et parapublics, les services financiers, ainsi que les transports et communications et l'hôtellerie-restauration devraient alimenter la croissance.

Une certaine prudence reste cependant de mise, de multiples facteurs de risque étant toujours présents. Il s'agit notamment des incertitudes concernant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, des foyers de tensions géopolitiques, de la normalisation de la politique monétaire aux Etats-Unis et de celle à venir dans la zone euro ainsi que du risque de guerre commerciale. Un retour de l'incertitude pourrait peser sur la croissance mondiale ou exercer une pression haussière sur le franc.

Un indicateur économique essentiel

Le PIB est la mesure de la performance économique d'un pays ou d'un territoire la plus utilisée. Cet indicateur essentiel permet d'analyser l'évolution dans le temps et d'effectuer des comparaisons entre régions. Il fait aussi l'objet de prévisions permettant aux responsables de l'économie privée et aux décideurs politiques de mieux préparer leurs décisions et piloter leurs projets.

La Confédération diffuse des données sur le PIB suisse, ainsi que des estimations des PIB cantonaux couvrant les années 2008 à 2015. Et ce, alors que les banques cantonales romandes publient depuis 2008, en collaboration avec le Forum des 100, un PIB romand, comportant des données historiques et des prévisions pour l'année en cours et la suivante. Les calculs sont effectués par l'Institut CREA d'économie appliquée de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne, selon une méthode transparente. Les résultats seront aussi présentés lors du 14^e Forum des 100, le 24 mai 2018 à Lausanne.

Les données détaillées peuvent être consultées sur les sites internet www.bcf.ch, www.bcge.ch, www.bcj.ch, www.bcn.ch, www.bcvs.ch, www.bcv.ch ainsi que sur ceux du CREA (www.hec.unil.ch/crea) et du Forum des 100 (www.forumdes100.ch).



Contacts:

BCF: Michel Gauthier, fondé de pouvoir

Tel: +41 26 350 72 02

E-mail: michel.gauthier@bcf.ch

BCGE: Hélène De Vos Vuadens, responsable Communication

Tel: +41 22 809 24 11

E-mail: helene.de.vos.vuadens@bcge.ch

BCJ: Serge Voisard, responsable de la communication

Tel: +41 32 465 13 68

E-mail: serge.voisard@bcj.ch

BCN: Caroline Plachta, secrétaire générale

Tel: +41 32 723 62 20

E-mail: caroline.plachta@bcn.ch

BCVs: Albert Gaspoz, responsable de la communication

Tel: +41 58 324 60 30

E-mail: albert.gaspoz@bcvs.ch

BCV: Jean-Pascal Baechler, Observatoire BCV de l'économie vaudoise

Tel: +41 21 212 22 51

E-mail: jean-pascal.baechler@bcv.ch

CREA: Claudio Sfreddo, chef de projet (pour la méthodologie)

Tel: +41 78 880 91 95

E-mail: claudio.sfreddo@unil.ch; crea@unil.ch

Forum des 100: Alain Jeannet, producteur

Tel: +41 79 213 16 49

E-mail: alain.jeannet@letemps.ch